

Éducation. Les infirmières scolaires, oubliées du Ségur et du Grenelle
Mercredi 9 Juin 2021
Olivier Chartrain

Après leur forte mobilisation le 26 janvier avec l'ensemble de la fonction publique, les personnels de santé de l'éducation nationale sont en grève ce jeudi, avec deux exigences en tête : reconnaissance et revalorisation. Entretien.

Un an de crise, un an d'épreuve pour les infirmières scolaires, qui se mobilisent aujourd'hui pour exiger la reconnaissance de leur métier. Premier syndicat de la profession, le Snics-FSU publie une enquête qui révèle qu'elles se sentent à 88 % dépassées par leur charge de travail et à 74 % démunies face à la détresse des élèves. Sa secrétaire générale, Saphia Guereschi, commente pour l'Humanité ces chiffres inquiétants.

Dans votre enquête, 66 % des infirmières scolaires déclarent qu'elles envisagent de quitter l'éducation nationale. Pourquoi ?

Saphia Guereschi Depuis plusieurs années, nous alertons le ministère sur le malaise profond de notre profession. Cela tient au manque de moyens matériels et humains, mais aussi de moyens pour la formation, du fait de l'absence de reconnaissance de la spécificité de notre métier. Les infirmières sont en difficulté sur le terrain, avec le sentiment de ne jamais pouvoir faire assez bien. On ne finit pas nos tâches, on ne va jamais jusqu'au bout du suivi des élèves. On couvre le premier degré, le second degré, les universités... et tout ça avec 7 700 postes. Il n'y a plus eu de créations depuis 2017, alors qu'entre 2015 et 2019 le nombre de consultations est passé de 15 à 18 millions par an. Et la crise du Covid est venue alourdir encore notre charge de travail, puisqu'on est venu nous demander des choses hors de nos missions.

Quel regard portez-vous sur la gestion de la crise sanitaire dans l'éducation nationale ?

Saphia Guereschi D'abord le manque d'anticipation, bien au-delà des premiers mois. Ça a continué après la rentrée : pas de clarification des rôles, protocoles annoncés la veille pour le lendemain, annonces médiatiques avant tout dialogue, aucune écoute des professionnels de terrain... Cela a créé du stress pour toute la communauté scolaire, mise devant le fait accompli et dans l'impossibilité d'appliquer les annonces sur le terrain.

Vos collègues se sont retrouvées en première ligne...

Saphia Guereschi Oui. En tant que seul personnel de santé présent dans les établissements, nous sommes les conseillers techniques des chefs d'établissement ; mais nous avons dû aussi assumer le manque de matériel, l'insatisfaction et l'inquiétude des familles, le contact tracing... tout en poursuivant l'accueil à l'infirmerie, car les élèves en avaient besoin ! On s'est retrouvé avec des files d'attente, on ne pouvait plus répondre aux élèves. Nous avons aussi été sollicitées pour les campagnes de tests... Mais comment faire tout cela à moyens constants ?

Où en sont les projets de décentralisation de la santé scolaire ?

Saphia Guereschi Notre mobilisation a fait reculer le gouvernement, qui a retiré le transfert de la santé scolaire de son projet de loi. Mais on n'est pas à l'abri de son retour lors de l'examen parlementaire. Les associations d'élus locaux y sont favorables car elles y voient la possibilité de renforcer les services de PMI (protection maternelle et infantile – NDLR). Mais en affaiblissant un service public pour pallier les manques d'un autre, on n'améliore pas le service rendu à la population. Ce n'est pas une ambition pour le service public.

Alors, quelle est votre ambition pour la santé scolaire ?

Saphia Guereschi D'abord un recrutement massif. Pour que les jeunes, partout où ils se trouvent,

puissent avoir en permanence accès à une offre de soins infirmiers, il faut 23 000 infirmières scolaires : aujourd'hui nous sommes 7 700... Créer ces emplois, ce n'est pas un coût, c'est un investissement. Notre travail permet de réaliser d'importantes économies de santé et joue un rôle important dans la réussite scolaire. Nous appelons aussi à la reconnaissance de notre spécialité, qui est en discussion depuis 2015. Il faut avancer.

Une reconnaissance qui passe aussi par l'aspect financier ? Alors que le Ségur de la santé et le Grenelle de l'éducation vous ont oubliées...

Saphia Guereschi Avec le Grenelle, on a eu droit à 10 euros par mois... C'est vécu comme une humiliation. Avec le gel du point d'indice, en fait, nous allons continuer à perdre de l'argent, alors que nous avons déjà un retard de carrière par rapport aux collègues de l'hôpital de l'ordre de 300 à 600 euros par mois.